



Pôle de Renaissance Communiste en France

www.initiative-communiste.fr

On ne négocie pas les régressions, on les combat jusqu'à la victoire toujours !

Nous exigeons des mesures de progrès social POUR UNE RETRAITE DE HAUT NIVEAU !

Que préférez-vous, salariés de France ? Le report de l'âge légal à 65 ans, puis à 67 ans, en attendant pire, comme l'exige le MEDEF, la désindexation des pensions par rapports aux prix, une nouvelle augmentation de la durée de cotisation assortie des décotes, ou bien pourquoi pas, les trois mauvais coups à la fois ?

Quoi qu'il en soit de ce « choix » mortifère, c'est bien l'euthanasie des retraites par répartition et la mise en place de fonds de pensions « français » (pour les salariés aisés, car les autres n'auront qu'à crever au boulot, si boulot il y a !) ; il est évident en effet que, formatés par l'idéologie libérale, nombre de jeunes salariés refuseront de cotiser pour une retraite de plus en plus lointaine et misérable : et la finance récupérera un énorme pactole qui aggraverait la financiarisation notre économie et qui signerait aussi la mort de la sécu, cet autre acquis du CNR et des ministres franchement communistes de 1945, les A. Croizat, M. Paul, M. Thorez, Joliot-Curie, C. Tillon, F. Billoux, H. Wallon, etc. !

Que convient-il de faire ?

Exigeons des parlementaires socialistes (comme le font les élus du PCF) qu'ils votent contre la contre-réforme des retraites

Le retour au minimum à la retraite à 60 ans sur la base de 37 ans ½ pour tous avec abrogation des contre-réformes Balladur et Fillon de 94, 203, 2007 et 2010.

Il n'y a pas de problème de financement des

retraites, il n'y a que la volonté des grands groupes capitalistes et de leur Union européenne de :

rafler les sommes qui transitent aujourd'hui par le système par répartition

plus généralement, drainer le maximum de ressources sociales pour investir leur destructrice guerre économique et pour « sauver l'euro », cette arme de destruction massive des acquis populaires et des souverainetés nationales.

Mais pour gagner le combat syndical ne suffit pas, il faut aussi que le PS et l'UMP, qui forment les deux branches du Parti Maastrichtien Unique avec l'appoint du « Centre » et d'Europe -Ecologie, avec le Front « national » en position de recours du grand capital, voient se dresser contre eux une alternative politique claire, porteuse de RUPTURE PROGRESSISaTE.

Pour cela, cessons de dire, comme le fait hélas M. Mélenchon, que « l'Europe est à nous » sic ! » et que « l'euro est notre monnaie ». C'est un conte de fée pour enfants sages, comme l'est aussi la « refondation » sociale de l'UE chère à M. Pierre Laurent, le patron du Parti de la Gauche Européenne, accessoirement secrétaire national du PCF*

En réalité, la « construction » européenne a été conçue de A à Z pour casser la souveraineté des peuples et araser leurs acquis sociaux. Qu'on cite UNE SEULE réforme sociale venue de Bruxelles ! Oui ! l'« Europe sociale » chanté par le PS et par ses suiveurs « euro constructifs » est un MENSONGE qui permet de briser AUJOUR'HUI les acquis obtenus dans le cadre national tout en promettant une « belle Europe »

harmonisée » pour l'an 3000 ! et c'est bien le MEDEF et l'Union européenne pilotée par Merkel qui ont DICTE la nouvelle contre-réforme des retraites à MM.Hollande et Ayrault, aussi durs contre notre peuple qu'ils sont serviles envers les capitalistes et envers leur dictature européenne !

Voulons-nous vivre dignement, en combattant tous ensemble et en même temps, en luttant à la fois, comme nos anciens de 1936 et de la Résistance, sous les plis mêlés du drapeau rouge et du drapeau tricolore, ou voulons-nous mourir à petit feu sous les plis du drapeau cléricale de l'UE (qui représente le manteau de la vierge et les douze apôtres) ? A nous de choisir car pas plus qu'en 1940, il n'y a de milieu entre Résistance et Kollaboration.

« Jamais le peuple de France ne sera un peuple d'esclave », proclamait l'appel lancé par le PCF clandestin le 10 juillet 1940. Ne battons pas en retraite ! Sauvons les retraites par répartition des jeunes générations ! Clamons que le remboursement de la « dette souveraine » soi-disant due aux banques et que le sauvetage de LEUR maudit euro ne valent ni la casse de nos acquis ni la mort de notre pays !

Avec le PRCF, engageons-nous pour la renaissance d'un vrai parti communiste de combat. Et construisons dans les luttes un large Front populaire, patriotique et antifasciste, pour la construction d'une République sociale, souveraine, fraternelle, reprenant la marche séculaire de notre peuple vers le socialisme et vers le communisme.

Je souhaite rejoindre le Pôle de Renaissance Communiste en France

Je veux seulement recevoir des informations supplémentaires sur le Pôle de Renaissance Communiste en France

Nom: _____ Prénom: _____
Adresse: _____
CP: _____ Ville: _____
Courriel: _____ Téléphone: _____

REJOIGNEZ LE PRCF!



« MATRAQUAGE FISCAL » ?

Ne pas se tromper de cible !

Le budget 2014 programme dix-huit milliards supplémentaires d'économies sur la Sécu et les services publics déjà exsangues. Dans le même temps, la pression fiscale augmente. Des centaines de milliers de gens modestes qui n'étaient pas imposables le deviennent subitement.

Il est facile pour la droite de mettre en avant le « ras-le-bol fiscal » en sommant le gouvernement de casser les services publics, de porter à 65 ans l'âge légal du départ à la retraite... et d'alléger toujours plus la pression fiscale presque nulle pesant sur les mastodontes du CAC 40...

Faut-il alors dénoncer, sans plus de précision, le « matraquage fiscal » de Hollande ? Faut-il oublier que dans les conditions actuelles, l'impôt est un outil de redistribution sans lequel il n'y a ni services publics, ni protection sociale, ni développement collectif, ni tout simplement, *nation* ?

Ce n'est pas l'impôt « en général » qu'il faut attaquer, c'est cette répartition des impôts, au service de cette classe capitaliste privilégiée.

• Une réforme des impôts majorant sensiblement la pression fiscale sur les grandes fortunes et les actionnaires du CAC 40 : est-il tolérable que ces entreprises ne paient presque rien (alors que les PME payent plein pot), pendant que les « petites gens » n'y arrivent plus ?

• Une traque systématique à l'évasion fiscale des super-riches dans les paradis fiscaux ; une évasion vingt fois supérieure au « déficit » des caisses de retraite

• Le refus par la France de payer la « dette » qu'elle est censée devoir aux banques, que notre argent a sauvées en 2008 ; ces banques, il faut les nationaliser, comme l'ensemble des grandes entreprises stratégiques de notre pays

• La fin de l'austérité qui détruit l'emploi et majore la « dette » en diminuant les rentrées fiscales de l'Etat :

• La suppression ou la forte diminution de la TVA sur les produits les plus indispensables à la vie quotidienne des masses

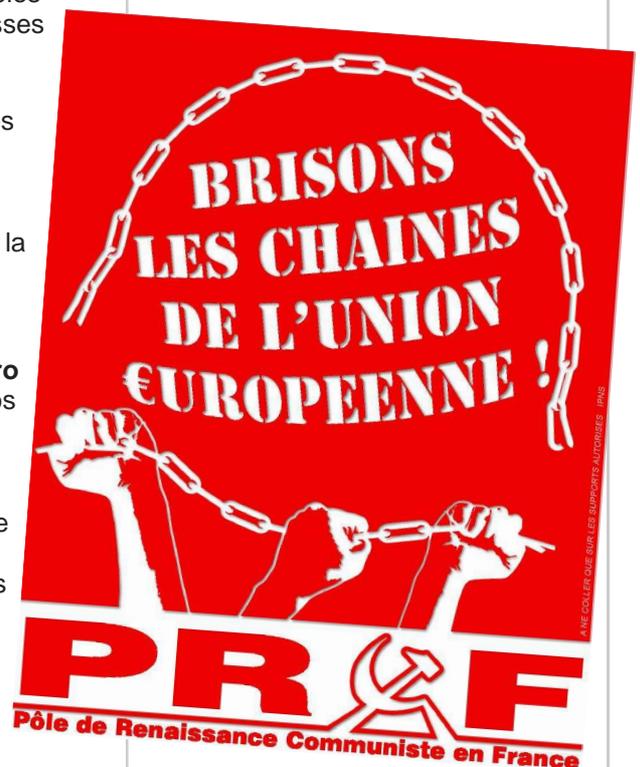
• La fin des diverses guerres, immixtions et autres activités impérialistes des gouvernements UMP et PS successifs : car cela ruine notre pays tout en apportant la mort à d'autres peuples ;

• Enfin et surtout, la sortie de la France de l'euro et de l'UE qui est le plus gros de tous les matraquages fiscaux puisque moins de la moitié des dix-huit milliards annuels versés par la France à l'UE revient à notre pays sous forme de « subventions européennes ». La différence est utilisée, non pour développer l'Europe du sud ou de l'Est, mais pour promouvoir les politiques

de misère orchestrées par l'UE de Lisbonne à Sofia.

Il faut sortir de cette prison des peuples qu'est l'UE, il faut en finir avec cette zone euro-mark qui plombe nos salaires et nos exportations, il faut rendre au peuple sa souveraineté pour revitaliser les idéaux du CNR, mettre en place des traités internationaux progressistes et pour en finir avec la domination du grand capital sur la France ;

Bref, notre mot d'ordre n'est pas « moins d'impôts », mais : faisons payer les très riches, baissions l'impôt des salariés et des « couches moyennes » ; et pour cela, luttons pour sortir la France de l'euro, de l'UE, de l'OTAN et du capitalisme, pour bâtir une véritable société socialiste.



Je m'abonne à Initiative Communiste journal mensuel du PRCF

o Offre découverte: 3 mois gratuits; sans aucune obligation d'achat!!!

o Un an = 22 €uros (18€ chômeur / étudiant)

o 6 mois = 12 €uros (10€ chômeur / étudiant)

Nom:..... Prénom:.....

Courriel:..... Tel:...../...../...../.....

Adresse:.....

Chèque à l'ordre d'Initiative Communiste à adresser au journal: BP 30111, 62802 LIEVIN Cedex